

Développements macroéconomiques récents

Après la première récession du Maroc en 20 ans, son PIB a progressé de 7,2 % en 2021, grâce au faible effet de base, aux performances des exportations et à une saison agricole 2020/21 exceptionnelle. La consommation et l'investissement ont rebondi en 2021. L'inflation a été modérée, à 1,2 %, permettant à la politique monétaire de rester accommodante. Les possibilités de prêts non productifs se sont détériorées en 2020 pour les ménages (représentant 18,2 % des prêts) et les entreprises (12,3 %). Les dépenses budgétaires ont augmenté en 2021 avec l'extension du programme médical. Le déficit budgétaire, qui avait doublé en 2020, s'est légèrement réduit pour atteindre 6,4 % du PIB en 2021. En 2020, afin de couvrir les besoins de financement, les autorités ont eu recours à la Ligne de précaution et de liquidité du FMI (3 milliards USD) et ont émis des euro-obligations — 1 milliard d'euros et 3 milliards en septembre et décembre 2020, respectivement, et en 2021, elles se sont appuyées principalement sur le marché intérieur. La dette publique a augmenté pour se situer à 76,4 % du PIB en 2020 et 76,9 % en 2021, y compris celle des entreprises publiques, qui, en 2019, équivalait à 13,8 % du PIB.

En 2020, le déficit du compte courant était faible en raison d'une baisse des importations, de transferts de fonds considérables et de dons. Il devrait augmenter à 3 % du PIB en 2021, reflétant un rebond plus fort des importations par rapport aux exportations. Les actifs de réserve représentent plus de 7 mois d'importations à la fin de 2021, trois fois le volume de la dette à court terme, échue dans l'année, grâce, en partie, à l'allocation de DTS de 1,2 milliard USD que le Maroc a utilisée pour compléter ses réserves de change. Malgré les mesures politiques prises pour atténuer la crise, les petites et moyennes entreprises ont été durement touchées, et le chômage a augmenté de 9,2 % en 2019 à 11,8 % fin 2021.

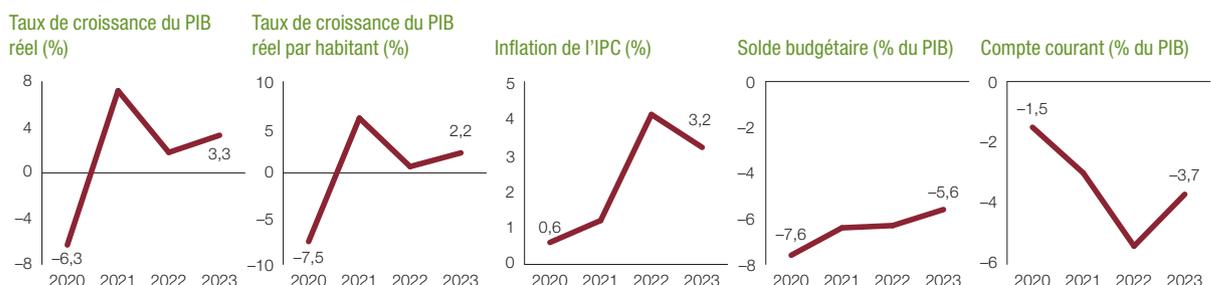
Perspectives et risques

En 2022, malgré la reprise des exportations et un retour partiel des touristes, la croissance économique devrait s'établir à 1,8 %, en dessous de sa moyenne de 2015–19, en raison de la hausse des prix des matières premières et du retard des pluies qui compromet la saison agricole 2021/22. Ces perspectives restent néanmoins soumises à des risques dus aux nouveaux

variants de la COVID-19 et à la fermeture des frontières, entravant le commerce et le tourisme. En 2022, l'inflation devrait dépasser 4 %, reflétant la hausse des prix des importations, ce qui affecte également la facture énergétique et le déficit du compte courant. Conformément au Nouveau Modèle de Développement visant à augmenter le capital humain d'ici 2035, les indicateurs sociaux devraient s'améliorer, car, d'ici 2025, le pays vise à généraliser la protection sociale, l'indemnisation en cas de perte d'emploi, l'assurance maladie et les allocations familiales. Le déficit budgétaire devrait atteindre 6,3 % du PIB en 2022. Les autorités devraient appuyer les réformes en cours concernant les entreprises publiques afin de libérer une certaine marge de manœuvre budgétaire. En outre, les politiques visant à développer davantage le secteur privé par le développement des petites et moyennes entreprises renforceront la croissance et son caractère inclusif.

Changement climatique et options de politiques publiques

Les effets du changement climatique s'accroissent au Maroc, identifié comme un pays très vulnérable par le GIEC, car son économie dépend de secteurs — agriculture, pêche et tourisme — très sensibles au changement climatique. En outre, le Maroc est un pays pauvre en ressources hydriques, dont le secteur agricole consomme environ 80 %, la plupart des terres étant situées dans des zones arides et semi-arides. La stratégie Génération verte 2020–30 vise à accroître la résilience de l'agriculture au changement climatique. En 2019, le Maroc a publié son Plan climat national 2030 confirmant son engagement envers l'Accord de Paris. Le Climate Action Tracker indique que le Maroc a atteint ses objectifs d'atténuation conditionnels par l'expansion de sa capacité dans le domaine des énergies renouvelables (ER). Cependant, le secteur de l'énergie dépend toujours des hydrocarbures importés, bien qu'à un rythme décroissant depuis que le pays a commencé à investir dans les ER en 2000 avec l'objectif qu'elles constituent 52 % du mix énergétique en 2030. Selon la compagnie publique d'électricité, en 2021, la production thermique représente environ 62 % de la production d'électricité et les ER 37,2 % du mix énergétique. Le Maroc, classé au 8^e rang de l'IRC 2022, est le seul pays non européen à figurer dans les 20 premiers pays classés.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.